



KPMG Entreprises
Technopole Helioparc
Immeuble Poincaré
4, Bd Lucien Favre
CS 99207
64053 Pau Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)5 59 02 59 02
Télécopie : +33 (0)5 59 02 58 68
Site internet : www.kpmg.fr

Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.

12, Avenue Bertrand Barère - 65000 Tarbes

Ce rapport contient 21 pages

NC-192-50

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Entreprises
Technopole Helioparc
Immeuble Poincaré
4, Bd Lucien Favre
CS 99207
64053 Pau Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)5 59 02 59 02
Télécopie : +33 (0)5 59 02 58 68
Site internet : www.kpmg.fr

Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.

Siège social : 12, Avenue Bertrand Barère - 65000 Tarbes
Fonds associatifs : €.92 390

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées - U.D.A.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une

anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Pau, le 11 juin 2019

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.



Nicolas Castagnet
Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Au 31/12/2018			Au 31/12/2017
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	15 054	15 054		
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations en cours				
Avances				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	648 635	233 364	415 271	439 464
Installations tech., matériel et outillages industriels				
Autres	190 532	141 204	49 328	32 439
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (1)				
Participations	3 500		3 500	3 500
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	1 804		1 804	1 778
Prêts				
Autres	32 832		32 832	33 505
TOTAL (I)	892 358	389 622	502 736	510 685
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	346		346	346
Créances (2)				
Usagers et comptes rattachés	80 494	62 932	17 563	31 390
Autres	32 097		32 097	41 873
Valeurs mobilières de placement	48 000		48 000	48 000
Instrument de Trésorerie				
Disponibilités	1 747 010		1 747 010	1 545 531
Charges constatées d'avance (2)	11 946		11 946	19 210
TOTAL (III)	1 919 893	62 932	1 856 961	1 686 350
Frais d'émission d'emprunts à étaler (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion actif(VI)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à VI)	2 812 251	452 554	2 359 697	2 197 036
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs net à réaliser : Acceptés par les organes statutairement compétents				
Legs net à réaliser : Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

Bilan Passif

Bilan Passif	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
	Net	Net
Fonds Propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	92 390	92 390
Ecart de réévaluation		
Réserves	720 107	644 598
Report à nouveau	-47 058	-99 729
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	152 980	177 221
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
- Apports		
- Legs et donations		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	191 224	142 184
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires commodat		
TOTAL (I)	1 109 644	956 664
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions et fonds dédiés		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	386 329	392 947
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	179 042	174 132
Fonds dédiés sur autres ressources		
TOTAL (III)	565 371	567 080
Emprunts et dettes (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	141 673	160 723
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 664	90 811
Dettes fiscales et sociales	303 358	303 404
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	112 529	98 857
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	45 458	19 496
TOTAL (IV)	684 682	673 292
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à V)	2 359 697	2 197 036
(1) Dont à moins d'un an	562 654	1 299 247
(1) Dont à plus d'un an	122 028	61 172
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
ENGAGEMENTS DONNES		
Legs net à réaliser :		
- Acceptés par les organes statutairement compétents		
- Autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à payer		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	Du 01/01/2017 au 31/12/2017
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	379 112	343 082
Produits d'exploitation	379 112	343 082
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	3 040 328	3 055 680
Dons	5 738	4 912
Cotisations		
Legs et Donations		
Produits liés à des financements réglementaires		
Autres produits		
Reprises sur amortis., dépréciations, prov., transferts de charges	148 856	102 798
TOTAL (I)(1)	3 574 033	3 506 472
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock matières premières et autres appro.		
Autres achats et charges externes (2)	894 601	801 413
Impôts, taxes et versements assimilés	155 013	146 322
Salaires et traitements	1 523 352	1 517 353
Charges sociales	643 351	626 811
Dotations aux amortissements sur immobilisations	39 114	37 436
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des l'actifs circulants	17 779	13 476
Dotations aux provisions	29 863	15 554
Autres charges	113 091	80 604
TOTAL (II)(3)	3 416 166	3 238 969
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	157 868	267 503
Excédent ou déficit transféré (III)		
Déficit ou excédent transféré (IV)		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (III - IV)		
Produits financiers		
Produits financiers de participation (4)		
Produits autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	851	725
Reprise sur provisions et transferts de charges		
Différence positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (V)	851	725
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et dépréciations		
Intérêts et charges assimilées (5)	3 220	3 623
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements		
TOTAL (VI)	3 220	3 623
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-2 369	-2 898
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	155 498	264 604

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Du 01/01/2017 Au 31/12/2017
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion		463
Sur opérations en capital	5 318	191
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	5 318	654
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 150	2 669
Sur opérations en capital	1 160	656
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	2 310	3 324
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	3 008	-2 671
Impôts sur les bénéfices (IX)	617	86
Participations des salariés (XII)		
SOLDE INTERMEDIAIRE		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs(X)	174 132	89 506
Engagements à réaliser sur ressources affectées(XI)	179 042	174 132
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII + X)	3 754 334	3 597 357
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + XI + XII)	3 601 354	3 420 135
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	152 980	177 221

Evaluation des contributions volontaires en nature

PRODUITS	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Du 01/01/2017 Au 31/12/2017
Bénévolat	18 210	21 837
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	18 210	21 837
CHARGES	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Du 01/01/2017 Au 31/12/2017
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	18 210	21 837
TOTAL	18 210	21 837
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont redevance sur crédit_bail mobilier		
(2) Dont redevance sur crédit_bail immobilier		
(3) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) Dont produits concernant des organismes liés		
(5) Dont intérêts concernant des organismes liés		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total du bilan avant répartition est de 2 359 697 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 152 980 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

EFFECTIF MOYEN:

L'effectif moyen de l'association est de 47 personnes au 31/12/2018, dont:

- Cadres : 5.
- Non cadres : 42.

Règles et méthodes comptables

Ces comptes annuels ont été établis le 15 avril 2019.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Convention d'objectifs 2018 :

Poursuite de la convention d'objectifs entre l'UDAF et l'UNAF, avec les trois actions qui ont été inscrites:

- Lire et faire lire ;
- Information et soutien aux tuteurs familiaux ;
- Usage Responsable du Numérique.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements comptables

Aucun changement de méthode n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue:

- Logiciel: 3 ans,
- Constructions : 25 à 50ans
- Agencements des constructions : 5 à 50 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans

Les locaux du siège social de l'association situés 12 Avenue Bertrand Barère à Tarbes ont fait l'objet d'une comptabilisation par composant, et les amortissements calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie de chaque composant. La durée d'amortissement de la construction est comprise entre 10 et 50ans.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements retraite de l'association sont calculés selon les dispositions de la convention collective.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2018) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 2.80%.

Le montant des engagements pris en matière de retraite est provisionné dans les comptes à hauteur de 382 981€ au 31/12/2018.

Gestion des fonds

Le montant des fonds gérés pour les majeurs protégés s'élève au 31/12/2018 :

- en compte de gestion à 3 148 731€
- en compte de placement à 22 495 352€.

S'agissant de comptes ouverts au nom des majeurs, ces sommes ne sont pas retranscrites dans les comptes.

Le montant des fonds détenus pour les mesures d'accompagnement judiciaires (MJAGBF, MAJ) s'élève à 35 815 €.

Tableaux financiers relatifs aux crédits-bails en cours

	Terrains	Constructions	Mat. 3.10/11	Autres immob.	TOTAL
Valeur d'origine :					
Amortissements :					
Cumuls des exercices antérieurs					
Dotations de l'exercice					
TOTAL					
Valeur nette théorique					
Redevances payées :					
Cumuls des exercices antérieurs				301 563	301 563
Montants de l'exercice				23 390	23 390
TOTAL				324 953	324 953
Redevances restant dues :					
A 1 an au plus				19 092	19 092
Entre 1 et 5 ans				39 538	39 538
A plus de 5 ans					
TOTAL				58 630	58 630
Valeur résiduelle :					
A 1 an au plus					
Entre 1 et 5 ans					
A plus de 5 ans					
TOTAL					
Montant pris en charge dans l'exercice :					

Commentaire

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début d'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds Propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise :					
- Patrimoine intégré	9 217				9 217
- Fonds statutaires					
- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
- Apports sans droit de reprise	3 597				3 597
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables	79 576				79 576
Ecart de réévaluation					
Réserves :					
- Réserves indisponibles					
- Réserves statutaires ou contractuelles	122 646				122 646
- Réserves réglementées					
- Autres réserves	521 952		75 510		597 462
Report à nouveau	-99 729			-52 671	-47 058
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	177 221	-177 221	152 980		152 980
Autres fonds associatifs					
Fonds Propres					
- Apports					
- Legs et donations					
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	142 184		191 224	142 184	191 224
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
TOTAL	956 664	-177 221	419 714	89 513	1 109 644

Commentaire

Etat des immobilisations

Catégorie	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Revalorisation de l'exercice	Acquisitions créances et versements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 054		
TOTAL	15 054		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre	485 000		
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	163 635		
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	160 017	1 296	29 219
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	808 652	1 296	29 219
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 500		
Autres titres immobilisés	1 778		26
Prêts et autres immobilisations financières	33 505	517	
TOTAL	38 783	517	26
TOTAL GENERAL	862 490	1 813	29 245

Catégorie	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Revalorisation totale ou abattement mis en avant
	Vente	Cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement			15 054	
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL			15 054	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre			485 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			163 635	
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers				
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier			190 532	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			839 167	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			3 500	
Autres titres immobilisés			1 804	
Prêts et autres immobilisations financières		1 190	32 832	
TOTAL		1 190	38 136	
TOTAL GENERAL		1 190	892 358	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment	Diminut	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	15 054			15 054
	15 054			15 054
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre	95 124	10 670		105 794
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agents. et aménag. des constr.	114 048	13 523		127 571
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	127 578	13 626		141 204
Emballages récup. et divers				
	336 750	37 819		374 568
TOTAL GENERAL	351 804	37 819		389 622

Immobilisations amortissables	Vente, mouvements provision amortissements dérogatoires						Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agents. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant au début de l'exercice	Augment	Diminut	Montant en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentation des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/1992					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques de charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux usagers, adhérents					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations similaires	372 738	10 243			382 981
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	20 209		16 861		3 348
TOTAL II	392 947	10 243	16 861		386 329
Dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participations					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	120 750		57 818		62 932
Autres dépréciation					
TOTAL III	120 750		57 818		62 932
TOTAL GENERAL (I+II+III)	513 698	10 243	74 679		449 261
- d'exploitation		10 243	74 679		
Dont dotations et reprises : - financières					
- exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)					

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	32 832		32 832
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	66 124	66 124	
Autres créances clients	14 370	14 370	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-591	-591	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	20 489	20 489	
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	12 199	12 199	
Charges constatées d'avance	11 946	11 946	
TOTAL	157 370	124 538	32 832
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Commentaire

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	141 673	19 645	82 024	40 004
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	81 664	81 664		
Personnel et comptes rattachés	118 599	118 599		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	151 605	151 605		
Impôts sur les bénéfices	617	617		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	32 536	32 536		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	112 529	112 529		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	45 458	45 458		
TOTAL	684 682	562 654	82 024	40 004
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	19 022			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Commentaire

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2018	31/12/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	11 412.69	20 547.90
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	336.00	288.00
TOTAL	11 748.69	20 835.90

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2018	31/12/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	11 412.69	20 547.90
43871000 IJ CPAM A RECEVOIR	1 125.15	2 371.59
43872000 IJ CHORUM A RECEVOIR	-1 716.26	
46870000 PRODUIT A RECEVOIR DIVERS	12 003.80	17 483.26
46881100 DEBITEUR DIVERS		693.05
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	336.00	288.00
51870000 INTERETS COURUS A RECEV.	336.00	288.00
TOTAL	11 748.69	20 835.90

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	211.58	240.24
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 345.62	39 685.50
Dettes fiscales et sociales	178 485.53	180 579.50
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	516.00	1 778.86
TOTAL	214 558.73	222 284.10

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	211.58	240.24
16884000 INT.COUR./EMPR.ETB CREDIT	211.58	240.24
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 345.62	39 685.50
40810000 FOURN FACT NON PARVENUES	35 345.62	39 685.50
Dettes fiscales et sociales	178 485.53	180 579.50
42820000 CONGES PAYES DUS	117 485.17	119 429.60
42830000 42830000	1 039.45	
43820000 CHARG.SOC./CONGES A PAYER	59 960.91	61 149.90
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	516.00	1 778.86
46868000 CHARGES A PAYER DIVERSES	516.00	1 778.86
TOTAL	214 558.73	222 284.10

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation	45 458	19 496
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	45 458	19 496

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2018	31/12/2017
Charges d'exploitation	11 946	19 210
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	11 946	19 210

